

# "INTERDIT DE JETER" DE L'IMPUISSANCE DE L'INJONCTION AU DIALOGUE SOCIAL : POUR UNE COMMUNICATION INCLUSIVE DANS LA GESTION DES ORDURES MÉNAGÈRES À BROUKRO (BOUAKÉ)

Koffi Angelin KONAN

Enseignant-Chercheur

Assistant

Département de Sciences du Langage et de la Communication

Université Alassane OUATTARA, (Bouaké- Côte d'Ivoire)

[angelinkonan@gmail.com](mailto:angelinkonan@gmail.com)

## Résumé

Cet article analyse l'échec des pancartes « Interdit de jeter les ordures » installées par la mairie de Bouaké dans le quartier de Broukro. À partir d'une enquête de terrain qualitative, combinant observation et entretiens, nous montrons que l'injonction normative, fondée sur un modèle transmissionnel de l'information, ne suffit pas à modifier les comportements. L'analyse s'appuie sur les théories de la communication (Wolton, Shannon et Weaver) et la notion de « cadre interprétatif » (Goffman) pour révéler un conflit de logiques entre les autorités municipales et les habitants. En conclusion, nous plaçons pour une communication engageante et participative, intégrant les relais communautaires et la co-construction de solutions.

**Mots-clés :** Communication, salubrité, injonction, cadre interprétatif, participation, Broukro, Bouaké.

## Abstract

This article examines the failure of the "Do not dump trash" signs installed by the Bouaké municipality in the Broukro neighborhood. Based on qualitative field research combining observation and interviews, we show that normative injunctions, based on a transmission model of information, are insufficient to change behavior. The analysis draws on communication theories (Wolton, Shannon and Weaver) and the concept of "interpretive frameworks" (Goffman) to reveal a clash of logics between municipal authorities and residents. In conclusion, we argue for an engaging and participatory communication approach that incorporates community relays and the co-construction of solutions.

**Keywords:** Communication, public cleanliness, injunction, interpretive framework, participation, Broukro, Bouaké.

## Introduction

« Interdit (en rouge) de jeter les ordures », peut-on lire en prenant la voie de Broukro, quartier de la commune de Bouaké. Ces pancartes sont observables du 6<sup>ème</sup> au 7<sup>ème</sup> arrêt. Ce quartier situé au sud-est de la ville, est caractérisé par ses arrêts. Les arrêts de Broukro sont des points de stationnement des gbakas, mini-bus de fortune en activité dans certaines villes de Côte d'Ivoire. Il est question pour les gbakas de se donner un fonctionnement pareil aux bus, dont les arrêts sont les seuls endroits de stationnement pour prendre ou descendre un ou des passagers. Il convient toutefois de préciser que la présence d'arrêts à Broukro est antérieure à l'arrivée des bus à Bouaké, en septembre 2021. L'arrêt est donc un élément central de localisation. À tous les carrefours du 6<sup>ème</sup> au 7<sup>ème</sup> arrêt, les pancartes sont visibles portant l'inscription : « interdit de jeter les ordures ». Ces pancartes portent un logo qui renseigne sur l'émetteur du message. Encore faut-il rattacher le logo à l'institution qui revendique le message. Il s'agit du logo de la mairie de Bouaké. Le constat montre que les pancartes se trouvent à des carrefours où sont déversées des ordures. Notre observation de ce secteur, nous permet de dire que les pancartes sont récentes. Nous nous rendons régulièrement dans le quartier de Broukro, précisément au 7<sup>ème</sup> arrêt. À défaut de préciser leur installation effective, on peut dire qu'elles sont apparues au cours du troisième trimestre de l'année 2025. Les ordures étaient déversées là avant cette action visant à interdire le dépôt d'ordures à ces lieux. Il y a lieu de comprendre les logiques de communication autour de la pancarte et son apport dans le changement de comportements escompté. Notre démarche vise à traiter une question centrale dans l'analyse de cette situation. Comment les pancartes d'interdiction de jet d'ordures contribuent à la salubrité de Broukro ? Le message véhiculé a-t-il une influence sur les comportements ? La communication est-elle un remède-miracle dans la lutte contre l'insalubrité à Broukro ? Une distinction entre l'information et la communication est fondamentale pour comprendre cette réalité. Il faut partir de Dominique Wolton dont l'ouvrage *Informé n'est pas communiquer* (2009), offre l'opportunité de distinguer ces deux notions si proches mais différentes. La nuance entre informer et communiquer ou entre information et communication se retrouve dans deux théories dont l'application au contexte de Broukro, permet de mieux lire les implications de la pose de la pancarte. Pour ce faire, nous nous appuyons sur la théorie de l'information de Shannon et Weaver pour comprendre l'effet que les pancartes font sur les habitants (P. Attallah, 1990). Dans un élan d'approfondissement, nous exploitons les opportunités de mettre en place une approche inclusive. Cette dimension de la participation communautaire ou mobilisation sociale pour la lutte contre l'insalubrité implique le *two step flow of communication* de Lazarsfeld et Katz (P. Attallah, 1990). L'information devient ainsi communication. Approfondir l'analyse nous conduit à étudier les cadres interprétatifs, pour reprendre le vocabulaire d'Erving Goffman (N. Heinich, 2020).

Ce volet explique la logique d'actions de la mairie à travers les pancartes ainsi que la résistance des populations par le dépôt des ordures sur la voie publique. La collecte des données analysées a été possible par l'observation. Au fil de l'observation, l'approche qualitative a consisté à faire des entretiens avec différentes parties prenantes. Le camouflage a été de mise pour le recueil de certaines infos auprès des commerçantes exerçant dans les alentours des dépôts d'ordures, ainsi que chez des agents de salubrité. Par-contre, l'entretien a été formel avec d'autres acteurs. La confiance et la crainte de représailles en cas de divulgation de contenus sensibles nécessitent le camouflage. Les agents de salubrité ne sont pas habilités à parler. Ils attendent leurs patrons dont l'autorisation n'est pas toujours aisée à avoir. Se fondre dans la masse des passants et arracher quelques informations précieuses à un agent de nettoyage ou s'asseoir avec un surveillant de bac à ordures pour un échange offre une occasion pour collecter de très utiles informations. Nous avons consulté en outre la page Facebook de la mairie de Bouaké dont la salubrité est un secteur majeur, avec à la clé une distinction nationale en août 2025. Trois résultats se dégagent de l'analyse des données. Nous montrons l'importance accordée par la mairie à la diffusion de l'information. On y développe l'action de l'autorité municipale d'imposer la propreté par la pancarte, à travers l'injonction. Le deuxième exploite les failles du modèle linéaire et le manque d'un cadre participatif. L'accent est mis sur la force des relais communautaires ou leaders d'opinion dans la sensibilisation à la salubrité. Enfin, nous évoquons à un troisième niveau la nécessité pour les parties prenantes de se mettre dans un cadre de décision commune. Cette prise de décision passe par une concertation entre, à l'effet d'aboutir à un cadre participatif de communication sur la salubrité à Broukro. Cette démarche obéit aux principes de mise en œuvre d'une politique publique.

## **1. Se camoufler pour saisir l'écart entre information et communication et comprendre les problèmes de salubrité à Broukro**

### **1.1. Collecter les données par camouflage ou bâtir la confiance par l'approche informelle**

La collecte de données a consisté à une longue observation. L'intérêt de mener une étude est venu dès l'apparition des pancartes. Nous observions les ordures s'accumulées à des endroits précis, mais la pose des pancartes a suscité une nécessité d'étudier le phénomène. D'un côté, des populations déversaient leurs ordures ménagères à des carrefours pour que les opérateurs de salubrité les ramassent. L'accumulation des ordures sur le trottoir a suscité une réaction de la mairie qui a posé des pancartes visant à faire cesser les choses. Le logo de la mairie sur les pancartes et les entretiens ont confirmé que c'est une initiative de l'équipe municipale. Il faut rappeler que Bouaké a été découpé en arrondissement par l'équipe du maire Amadou Koné, élu en 2023. Broukro constitue un

arrondissement à la charge de Fofana Mélombé, 7<sup>ème</sup> adjoint au maire. Les entretiens ont porté sur le mécanisme de gestion des ordures. Nous avons eu deux approches. Une démarche formelle où les enquêtés connaissaient notre statut de chercheur. Il nous a fallu un contact pour faciliter la mise en relation avec des personnes consentantes mais réservées parfois. En effet une personne ayant passé plus de 20 ans au 7<sup>ème</sup> arrêt, a favorisé les échanges auprès de certains acteurs clés pour des entretiens approfondis. Le critère de confiance à travers le médiateur a favorisé une disposition à parler plus aisément. Malgré ce cadre de relative confiance, certains enquêtés ont manifesté une certaine crainte. L'analyse de la crainte peut se comprendre comme une position de transgresseurs de normes. Là où il est marqué, "interdit de jeter les ordures", les enquêtés qui jettent toujours des ordures ont peur d'être interpellés. Une phrase symbolise cette crainte.

« J'espère qu'on ne va pas venir nous chercher. On ne veut pas avoir de problèmes. »  
A et B, gérantes de maquis, 18 septembre 2025.

La crainte révèle la conscience pour les populations d'être dans la transgression. Verser les ordures aux endroits où les pancartes sont fixées, est perçu comme un acte hors-la-loi. La méfiance est une manière d'avouer qu'on continue de déverser les ordures malgré la pancarte. Nous illustrons ces propos par des images prises à différents carrefours du 6<sup>ème</sup> au 7<sup>ème</sup> arrêt, zone où l'étude a été menée.



Pancarte de la mairie



Broukro 6<sup>ème</sup> arrêt



Broukro 7<sup>ème</sup> arrêt



Broukro 6<sup>ème</sup> arrêt

Ces quatre images montrent la violente opposition entre la mairie voulant assainir le cadre de vie et les populations cherchant à évacuer leurs ordures. Il se

dégage deux types de dépôts d'ordures. Des ménages mettent les ordures dans les sacs tandis que les autres les déversent à même le sol. Ces tas d'immondices offrent des festins aux chiens errants. Le choc qui se produit est la symbolique de la violation de la norme ou de la faiblesse de la loi. Des tas d'ordures qui s'amoncellent là où il est formellement interdit d'en jeter. Nous avons même vu pendant l'immersion, des gens jeter les ordures en pleine journée. Cela traduit un certain niveau de défiance ou tout simplement un manque d'alternative.

### **1.2. L'art du camouflage, enjeu éthique d'une démarche opportune**

Il convient avant d'amorcer les résultats, de donner quelques précisions sur le camouflage. Elle est une démarche dans laquelle, l'immersion du chercheur est faite sans toujours dévoiler son identité. En effet face à des questions sensibles, la triche et le mensonge peuvent être mobilisés. Tricher et mentir sont ici liés à la non-divulgaration de l'identité du chercheur dans la plupart des entretiens.

Pour traquer des éléments de fait intéressants, à l'instar de certains journalistes, le chercheur peut ainsi être amené à travestir son identité, ou du moins à enquêter sans dire qui il est. C'est notamment le cas pour des objets sensibles, comme la drogue et la prostitution. Le mensonge apparaît alors éthique car sa vocation est de performer la recherche et de transmettre des résultats inédits, non pas de simples propos rapportés d'interviews qui pourraient induire en erreur des citoyens crédules (S. Perseil, 2018, p. 2).

L'éthique valide le recours à « l'art du camouflage » (S. Perseil, 2018, p.5). Ce recours vise à creuser davantage le terrain pour obtenir des informations pouvant offrir une recherche plus crédible et de meilleur niveau. Il y a lieu de signifier l'analyse qualitative du contenu mobilisée pour le traitement des verbatims. Elle a consisté en différentes étapes partant de la transcription des entretiens pour en arriver à dégager des catégories. Lesquelles catégories permettent l'obtention des différents résultats de l'étude. L'analyse des résultats est la section suivante de ce développement. Dans ce traitement des données se dégage en toile de fond deux logiques d'action. Commander, ordonner traduit par l'impératif : « interdit de jeter les ordures », d'une part ; d'autre part le contre-message acté par le jet d'ordures, traduit la perturbation du canal autorité-populations. Cette dérégulation sociale met en exergue la vulnérabilité du modèle informationnel et l'échec de la lutte contre la salubrité dans le quartier de Broukro. En fin de réflexion, nous suggérons l'implémentation de la communication, dépassant le cadre rigide de l'information. Dominique Wolton rappelle l'impérieuse césure entre les deux mots qui sont si parfois confondus.

Aujourd'hui, c'est plutôt l'information qui s'impose, accentuant l'idée d'une communication « automatique ». Demain, c'est la problématique de la communication, c'est-à-dire des conditions d'acceptabilité et de négociation, par les récepteurs, des informations reçues de toute part, qui deviendra le défi



essentiel. L'information est devenue abondante, la communication rare (D. Wolton, 2009, p.18).

Wolton insiste sur la volonté d'imposer l'information comme une communication de fait. D'où l'idée de la communication « automatique » faisant abstraction de critères de validité, que sont l'acceptabilité et la négociation par les récepteurs. On informe sans prendre la posture du récepteur, son consentement paraît déjà acquis. Cette perception du consentement acquis offre des retours opposés aux attentes. Dans le cas de Broukro, l'information ne produit pas le comportement attendu. Il faut exploiter la faiblesse de l'impératif, la faiblesse de la puissance pour ainsi dire.

## **2. « Interdit de jeter les ordures » : faiblesse de l'injonction et échec du modèle transmissionnel**

### **2.1 Le modèle transmissionnel et l'illusion de la sémantique de l'injonction**

La mairie mise dans son message sur la crainte de l'autorité. Un postulat utilisé dans schémas de dissuasion. On parle aussi de la peur du gendarme. Dans ce cas de figure force est de reconnaître l'impuissance de cette logique. Faire peur pour susciter le respect de la norme ne marche pas. Les enquêtés affirment avoir découvert la pancarte un bon jour. Une préalable étape de préparation des populations n'a pas été faite. La recherche du comportement nouveau n'a pas suivi les étapes recommandées. Plusieurs personnes ont rappelé la rupture d'échanges sur la salubrité. Elles soutiennent ne jamais avoir entendues parler de réunions ou autres cadres d'échanges sur la salubrité à Broukro. Le principe de la persuasion, la méthode de la concertation, la mise en commun pour obtenir un modèle de gestion consensuelle des ordures ménagères n'existe pas. L'information vient de l'autorité vers les populations dans une sémantique de l'injonction. Dans sa forme, le message évoque un ordre. Il traduit un décalage entre l'autorité et les populations. La volonté d'aboutir à la salubrité par la contrainte montre un manque de communication. D'ailleurs, il y a une incompréhension réciproque entre autorité et populations. Au message de l'autorité, les populations répondent inversement. Il y a un contre-message.

Le contre-message des populations se traduit par la présence d'ordures malgré les pancartes. Les ordures se présentent comme un feedback négligé. Le retour des populations ne cadre pas avec la logique de l'autorité municipale. Le feedback négligé traduit un refus pour l'autorité de prendre un chemin de négociation de la gestion des ordures. Les populations devraient dans l'entendement de l'autorité, obéir et ne pas faire de la résistance ou de refus. Le dépôt des ordures sur la voie, malgré la présence des pancartes est la manifestation d'un problème de communication. L'information doit produire systématiquement une réaction. Qui d'ailleurs est la réponse souhaitée. « (...) Shannon ne s'intéresse pas au sens du message mais seulement à l'efficacité de la transmission. » (P.

Attallah, 1989, p.178,). Transmettre un message ou une information pour recoller au monde de Shannon et Weaver, est un acte de contrôle sur le système. Il faut regarder le sens de l'information dans la cybernétique. En effet, il s'agit de la maximisation de l'information. On veut intensifier la transmission du message. C'est un phénomène machinique (P. Attallah, 1989, p. 175-176,). Un émetteur transmet un message à un récepteur utilisant un canal avec un code bien défini. La mairie est l'émetteur. Le récepteur est la population de Broukro. Le message est l'interdiction de jeter les ordures, le canal est la pancarte et le code, la langue française écrite. Si les ordures reviennent malgré les pancartes, c'est qu'il y a un problème avec le message. Le second volet de cette restitution des résultats prendra en charge cet aspect.

## **2.2. Broukro, espace de dissonance communicationnelle ou choc des cadres interprétatifs entre mairie et populations**

La dissonance communicationnelle est une rupture entre l'émetteur et le récepteur. Les actes posés sont contraires au message émis. Après le ramassage des camions, les ordures reviennent sur la route en dépit des pancartes, ordonnant leur interdiction. Il y a un choc des cadres interprétatifs. Là où la mairie engage le civisme, les populations de Broukro mettent en avant leur survie. La notion de "Cadre" (*frame*) chez Goffman situe l'échec de la communication non pas au simple niveau d'une mauvaise compréhension des mots. Le cadre porte sur l'incompréhension fondamentale de la "situation". Il faut d'ailleurs consacrer quelques lignes à la théorie de Goffman. Selon le sociologue Erving Goffman, la réalité n'est pas perçue tel qu'elle se présente. Autrement, les individus ne perçoivent pas la réalité "brute", mais ils l'interprètent à travers des "cadres" (*frames*). Un cadre est un schéma d'interprétation qui permet de "définir la situation", de lui donner un sens et d'orienter l'action. Dans sa réflexion sur le cadre-analyse, Nathalie Heinich (2020, p. 19) rappelle ce que l'auteur entendait par cadre. En effet, Goffman dit que :

Toute définition d'une situation est construite selon des principes d'organisation qui gouvernent les événements – du moins ceux qui ont un caractère social – et l'engagement subjectif dans ces événements ; "cadre" est le mot que j'utilise pour désigner ces éléments de base tels que je peux les identifier.

Le cadre permet de lire la réalité, c'est un code pour utiliser ce terme. Un code social au prisme duquel les logiques d'action se lisent. Pour faire plus simple, le cadre permet d'expliquer la manière d'agir et de penser des individus. Ce que Goffman appelle cadre primaire (*primary framework*), est « susceptible de conférer une signification à tout aspect d'une scène qui autrement en serait dépourvu » (N. Heinich, 2020, p.19). Le cadre permet d'interpréter les aspects de la scène. Les cadres sociaux comportent des règles qui motivent les actions tel le code de la route.

En revenant sur le terrain, dans le cas donc de Broukro, l'échec de la pancarte s'explique par un "conflit de cadres" entre les autorités municipales et les habitants. Le cadre des autorités municipales définit la situation comme un problème de civisme et de légalité. Pour les populations, les ordures posent un problème de logistique et de survie quotidienne. Selon la définition du problème, l'autorité est dans un rôle de législateur et de contrôleur. Il édicte la règle et doit fournir une solution pratique dans la gestion des ordures. Pour sa part le citoyen est sujet de la loi, il doit donc obéir. Quant à l'usager, habitant de Broukro, il est en droit d'attendre un service devant résoudre le problème concret auquel il est confronté. En posant la pancarte, la mairie veut faire cesser de jeter les ordures par respect de la loi. Quant aux habitants, ils veulent se débarrasser des ordures par manque d'alternative viable.

Le message est diversement interprété par les acteurs. La mairie fait une légitime action de rappel à l'ordre. Les populations voient un déni de réalité, une violence symbolique, si ce n'est une injustice.

C'est tout l'intérêt du cadre interprétatif, les actions ne correspondent pas. Les cadres diffèrent. Il y a ce que Goffman appelle un "décadrement" (*misframing*). La pancarte parle dans le cadre A mais est entendue dans le cadre B. La communication échoue parce qu'il n'y a pas de cadre commun de référence. Là où l'autorité en appelle au civisme, les populations évoquent leur survie. Dans les entretiens, il se dégage un manque de possibilités. Les gens ne savent pas quoi faire avec leurs ordures.

« Les voitures (de ramassage d'ordures) passent sur la voie (grande voie). La voiture ne rentre pas partout. Il a des gens qui vont au dépôt mais ce n'est pas tout le monde » A et B, 18 septembre 2025.

Les enquêtés rappellent que les camions ne rentrent pas dans le quartier. Ils passent sur la grande voie. Les ménages qui sont à l'intérieur du quartier doivent sortir avec leurs ordures lors de son passage. Or il est difficile pour les ménages éloignés de la route de sortir et trouver le camion encore stationné à leur carrefour. Le manque de bacs à proximité ne laisse pas de choix aux populations comme le dit ce chef de ménage.

« Les voitures ne passent pas devant ma maison. (...) Ma poubelle est remplie, il n'y a personne pour vider. Il n'y a pas de ramassage à temps. Les familles ne savent pas où déposer les ordures » S.N. 18 septembre 2025.

La pancarte "Interdit de jeter" présuppose que les habitants partagent le même cadre que la mairie (celui du civisme). Or, sur le terrain, les habitants agissent dans un cadre pratique de résolution de problème. En l'absence de bac à ordures ou de système de collecte fiable, jeter les ordures à cet endroit est, dans leur cadre, l'action la plus logique et nécessaire. Il faut noter l'absence de pré-collecteurs devant faire le pont entre les ménages et les bacs. Encore plus que la



pré-collecte est aux frais des populations. La pancarte ne propose aucune solution dans "leur" cadre ; elle ne fait que nier la légitimité de leur logique, ce qui génère de la défiance et de la résistance passive. Le tas d'ordures qui persiste au pied de la pancarte est la matérialisation de ce conflit de cadres. D'autant plus que pour prendre connaissance du contenu de la pancarte, il faut savoir lire et écrire.

« Il y a des gens qui ne savent pas lire. Donc les gens ne savent pas ce qui est écrit sur la pancarte. » A et B, 18 septembre 2025.

En définitive, il y a une distance entre la mairie et les populations. Ils n'ont pas un cadre commun. Le civisme doit tenir compte de la nécessité de disposer de solutions face aux ordures qui s'entassent dans les ménages. Il y a lieu de basculer d'une communication verticale à une communication négociée et participative tenant compte de l'avis des populations. Elles ont été perçues comme des sources d'insalubrité. Or cette insalubrité est pour ces populations, comme la conséquence d'un problème de logistique avec le manque de bacs à ordures et un système de ramassage défaillant. Après le traitement des résultats de l'étude, il convient de dégager des pistes de solutions dans un élan de discussions desdits résultats.

### **3. Vers une écologie communicationnelle : du monologue au dialogue social par le croisement des savoirs entre la mairie et les populations sur la salubrité à Broukro**

#### **3.1 Principes d'une communication participative et inclusive pour la salubrité**

La communication doit dominer l'information. La mairie et les populations doivent mettre en place un canal d'échanges. Toute la place et le rôle des relais communautaires et de la communication interpersonnelle se vérifie. La solution ne réside pas dans une "meilleure" pancarte, mais dans un changement de paradigme communicationnel. Passer de la sensibilisation (informer sur le problème) à la mobilisation (créer les conditions de l'action collective). Utiliser une communication participative qui implique les habitants dans la co-construction de la solution (où mettre les bacs ? comment organiser la collecte ?). Il faut réduire la distance entre la mairie et les populations. Des échanges avec les leaders communautaires seront bénéfiques. Il faut en arriver à mettre au cœur de l'action, le mieux-être commun. La mairie souhaite redorer l'image du quartier tandis que les populations cherchent à évacuer leurs déchets. La communauté de destin qui lie les deux entités doit être un moyen de faire route ensemble. La confiance doit permettre de créer un cadre d'échanges constructif. Il y a lieu de reconnaître les leaders d'opinion locaux (les "vieilles mamans", les responsables de jeunesse, les responsables de communautés) comme des relais bien plus crédibles que des pancartes anonymes. La pancarte joue le rôle de gendarme impuissant. Or l'appropriation des dispositifs de gestion des déchets par les populations évite de poster des agents non-humains que sont les pancartes. Le changement de comportement doit nécessairement prendre ses racines dans le partenariat entre la mairie et les populations de Broukro.

Abolou Camille parle de la mobilisation citoyenne. Cette approche paraît indiquée pour le théâtre de Broukro en proie à une incompréhension réciproque entre régulateur et usagers.

Le plaidoyer, se rapportant à une opération discursive de défense, de soutien d'une cause, est une stratégie de persuasion et d'influence pour provoquer un changement comportemental *de jure*. Il est aussi un mode d'action, une prise de position qui vise à mobiliser l'opinion publique et à susciter l'adhésion ou le soutien des leaders politiques et sociaux dans la résolution d'une préoccupation. L'objet du plaidoyer peut être l'acquisition de ressources ou l'adoption d'une loi ou d'une disposition réglementaire qui aurait pour effet de favoriser l'adoption d'un comportement nouveau (C. R. Abolou, 2020, p.139).

Il y a lieu et pour la mairie et pour les populations de se mobiliser. Cette mobilisation citoyenne offrira un cadre pour mettre en commun les idées, réduire la distance et poser un attelage à la fracture communicationnelle. Il est clair que la mairie a des choses à enseigner aux populations en termes de gouvernance et de gestion des ordures. Mais, la participation implique un mouvement de va-et-vient. Les populations ont des choses à dire à la mairie pour une meilleure gestion des ordures, dans un quartier où elles vivent. Ce mouvement porte les traces d'une démarche appelée croisement des savoirs. Dans un ultime mouvement, nous évoquerons l'enjeu de croiser les savoirs entre la mairie et les populations pour aboutir à une solution pérenne.

### **3.2. Le croisement des savoirs et la co-construction des réponses concrètes à la salubrité à Broukro**

S'inspirant des travaux de P. Brun (2002) sur le croisement des savoirs, il ne s'agit pas de simplement « donner la parole » aux habitants, mais de créer les conditions d'une « fécondation réciproque » entre le savoir expert de la mairie et le savoir d'expérience des habitants. Il ne s'agit plus de « modèle prescriptif » qui a échoué, mais d'un « modèle de co-construction ». C'est justement dans la posture de la prescription que la mairie pose les pancartes. Les populations sont perçues comme une entrave à la salubrité. Il faut les « éduquer ». Or le croisement des savoirs s'inscrit dans une perspective différente. C'est un partenariat qui se met en place. La mise en œuvre pratique de ce partenariat peut s'appuyer sur les enseignements méthodologiques de Brun. Cela nécessite : (1) l'identification et la formation de relais communautaires légitimes ; (2) la création d'un cadre éthique sécurisant ; (3) l'utilisation d'outils comme le « récit de pratique » pour ancrer les discussions dans le réel ; et (4) la présence d'une équipe d'animation mixte pour réguler les échanges. L'objectif est de produire, non pas un compromis, mais une solution nouvelle, co-construite, qui bénéficiera d'une adhésion bien plus forte car elle sera le fruit d'une intelligence conjointe.

La connaissance nouvelle qui est, chez chacun des acteurs, le fruit de ces co-formations, résulte d'une expérience de formation au sens fort et d'une prise de conscience qui réorganise les savoirs antérieurs autour d'un changement de la perception de l'autre et de l'attitude qui en résulte. (P. Brun, 2002, p.60)

Quelque chose de nouveau naît du croisement des savoirs. Le savoir de l'expérience des populations et le savoir professionnel de la mairie offriront une solution adaptée pour mettre fin au déversement des ordures sur la voie à Broukro.

## Conclusion

Face au casse-tête chinois que représente la bataille pour la salubrité au quartier Broukro ; une leçon se dégage après analyse : on ne décrète pas la propreté, on la négocie. La communication doit être repensée non comme un outil de diffusion, mais comme le liant d'un écosystème d'action collective. Les populations et l'autorité municipale doivent se rapprocher pour bâtir un cadre de compréhension commun. Le jeu du chat et de la souris que se livrent les deux entités autour du respect des pancartes d'interdiction de jeter les ordures sur la voie, illustre le fossé entre les deux acteurs. En mettant dans un élan de flexibilité cognitive mairie et populations, un temps de croisement des savoirs, les positions peuvent se rapprocher et des solutions durables émerger. Le développement dans de nombreuses situations à consister à imposer un ordre de penser à des populations perçues comme récalcitrantes. Une quantité d'informations sont diffusées dans le but de transformer les mentalités. Cette perception hégémoniste présente d'un côté, ceux qui savent et de l'autre ceux "qui refusent" a priori le développement. Or la compréhension de la situation n'est pas commune. Avec Goffman, on comprend qu'il y a des interprétations différentes aux situations du quotidien. Le croisement des savoirs offre un véritable espace de communication pour guérir la fracture socio-cognitive à Broukro, comme ailleurs. *In fine*, mobilisant par le croisement des savoirs l'ensemble des parties prenantes, on aboutira à une communication environnementale intégrale (A. Konan, 2025), offrant la possibilité de régler cet épineux problème de salubrité.

## Bibliographie

ABOLOU Camille Roger, 2020. *Communication de changement comportemental : Théorisations, modélisations et applications*, Paris, L'Harmattan.

ATTALLAH Paul, 1989. *Théories de la communication : histoire, contexte, pouvoir*, Québec, Télé-Université.

BRUN Patrick, 2002. "Croisement des savoirs et pouvoir des acteurs : L'expérience d'ATD-Quart Monde." *VST - Vie Sociale et Traitements*, no. 76 : 55-60. <https://doi.org/10.3917/vst.076.0055>.

HEINICH Nathalie, 2020. *La cadre-analyse d'Erving Goffman : Une aventure structuraliste*. Paris : CNRS Éditions.

KONAN Koffi Angelin, 2025. « Pour une communication environnementale intégrale : articuler savoirs locaux, éthique et durabilité dans les dynamiques socio-économiques », *REL@COM - Revue Electronique Langage & Communication*, n°9, juin, p. 56-68.

KONÉ Hugues et SY Jacques. Habib, 1995. *La communication pour le développement durable en Afrique*, Abidjan, PUCI.

MC LUHAN Marshall, 1968. *Pour comprendre les médias*, Paris, Points.

NIAMKEY Aka, 2024. *Initiation à la communication pour le développement. Origines et approches théoriques*, Brazzaville, La Goutte d'Encre.

PERSEIL Sonny, 2018. « Recherche, éthique et mensonge. Peut-on concevoir un mensonge éthique pour les besoins de la recherche ? », communication aux *Enjeux éthiques dans l'enquête en sciences sociales*, Lausanne, 8-10 novembre. HAL : halshs-02483750.

WOLTON Dominique, 2009. *Informé n'est pas communiquer*, Paris, CNRS Éditions.